

# 2014



## ***ELECTIONS EUROPEENNES*** ***La citoyenneté à l'épreuve des faits***

MEMO REALISE A PARTIR DE RENCONTRES COMALACE



Nous traversons en Europe, peut-être **la pire crise** que ce vieux continent n'ai jamais vécu. Depuis le début de cette crise nous avons tous constaté, dans nos pays respectifs, mais également au niveau européen, que notre mode de fonctionnement démocratique en Europe **est en péril**.

**Le constat est unanimement partagé, la citoyenneté européenne ne fonctionne pas.** Les raisons en sont multiples, de la complexité et la faible lisibilité des institutions, au fonctionnement des instances européennes qui est incompréhensible par les citoyens.

**Il faut donc des mesures fortes et urgentes, à mettre en oeuvre très rapidement, ce qui suppose déjà un nouveau traité abrogeant celui de Lisbonne. C'est un véritable état des lieux de la citoyenneté européenne qu'il faut faire pour bien comprendre l'étendue des dégâts** : sentiment de non appartenance à l'Europe renforcé, partis extrémistes trouvant de nouvelles justifications à leurs théories et sentiments anti-européens, manque de démocratie dans les décisions prises, etc.

Aujourd'hui, un demi-siècle après sa création, **l'image et le ressenti des citoyens font que l'Europe est plutôt vécue comme un échec** : **pauvreté** extrême dans les pays du sud, **exclusion sociale** d'un tiers de la population dans les pays les plus affectés, abolition des **droits sociaux** acquis pendant des décennies, perte de la souveraineté étatique, austérité économique, « cures » budgétaires imposées de façons absolument pas démocratiques, **chômage** atteignant des proportions intolérables, **rejet de la politique** et des politiciens par des citoyens qui se trouvent très déçus par la corruption de leur représentants, favorisant la naissance d'une **nouvelle oligarchie financière**.

**C'est pourquoi, à l'épreuve des faits, nous faisons des propositions concrètes** : un **nouveau traité**, avec l'abandon des scrutins de listes pour l'élection des députés, la nécessité de partis politiques transnationaux, une évolution des institutions européennes vers une augmentation du poids politique du Parlement avec un président élu directement par les citoyens, la mise en avant du rôle primordial de l'économie sociale et solidaire, l'interdiction de tout cumul des mandats, et la promotion de la laïcité.

**Nous proposons en fait « Plus d'Europe ! » , mais autrement.**

Il faut savoir **partager les richesses et les dettes**, promouvoir la mondialisation des marchés mais bannir la marchandisation du Monde, être plus solidaires, **se fédérer**, ou se confédérer, **se transformer en une vraie puissance** qui garantira la paix, le bonheur et l'avenir.

A la veille des élections européennes, **L'Europe est un projet à revoir de fond en comble !**

Nous venons de laisser l'année 2013, année consacrée par la Commission Européenne à la « Citoyenneté Européenne ». Etant donné que la Construction de la Citoyenneté Européenne a été, est, et sera toujours au centre de notre réflexion et travail, les Obédiences libérales et adogmatiques participant au Groupe COMALACE, ont souhaité déjà depuis 2010 s'exprimer dans une « Contribution à la Citoyenneté Européenne » et faire un certain nombre propositions<sup>1</sup>.

Aujourd'hui nous nous trouvons à l'aube de 2014, année pendant laquelle les citoyens européens sont appelés à voter pour le renouvellement du Parlement Européen. Les prochaines élections européennes se dérouleront du 22 au 25 mai 2014 dans les 28 Etats membres de l'Union européenne. Les citoyens européens sont appelés à désigner les 751 députés qui les représenteront jusqu'en 2019<sup>2</sup>.

En même temps, nous traversons en Europe, peut-être la pire crise que ce vieux continent n'ai jamais vécu. Depuis le début de cette crise nous avons tous constaté, dans les pays européens, que notre mode de fonctionnement en Europe, pour lequel nous étions si fiers, la démocratie, est en péril. En général le triptyque qui caractérisait l'Europe : droits fondamentaux de l'Homme et du Citoyen, démocratie et aide aux pays en développement, est mis profondément en question.

Comment cette « Citoyenneté Européenne » s'exprimera au cours des élections ? Quels sont les enjeux au niveau de la construction européenne ? Risque-t-on plutôt d'avoir une destruction de la cohésion sociale, de subir les méfaits d'une négation vers l'idéal européen qui a pourtant nourri beaucoup de générations ? Quel est notre rôle et comment nos valeurs peuvent être le moteur d'une amélioration de la situation actuelle ?

Dans le cadre du traité de Lisbonne, la citoyenneté européenne est définie comme le « principe selon lequel toute personne ayant la nationalité d'un État membre possède la citoyenneté de l'Union qui s'ajoute à la citoyenneté nationale et ne la remplace pas ».

Suivant les données d'aujourd'hui est-ce qu'il s'agit d'une citoyenneté réelle et partagée par tous ? Il paraît que « non », puisque certaines conditions pourtant essentielles ne sont pas remplies, par exemple l'égalité entre tous les citoyens, ou encore le transfert démocratique de souveraineté des citoyens à une assemblée élue et à un gouvernement politique.

Cette « Europe politique », démocratique, et non seulement économique, est pourtant nécessaire pour défendre les valeurs et choix de société qui sont à la base même de la construction européenne, face aux autres « grands acteurs » mondiaux et aux stratégies de mondialisation économique.

---

<sup>1</sup> Rapport COMALACE 2010 « Contribution à la citoyenneté européenne ».

<sup>2</sup> En 2014 le Parlement Européen totalisera 736 sièges qui seront répartis de la façon suivante: Allemagne 99, France 72, Italie 72, Royaume-Uni 72, Espagne 50, Pologne 50, Roumanie 33, Pays-Bas 25, Belgique 22, République tchèque 22, Grèce 22, Hongrie 22, Portugal 22, Suède 18, Autriche 17, Bulgarie 17, Danemark 13, Finlande 13, Slovaquie 13, Irlande 12, Lituanie 12, Lettonie 8, Slovénie 7, Chypre 6, Estonie 6, Luxembourg 6, Malte 5.

On ne peut faire qu'un constat unanimement partagé, la citoyenneté européenne ne fonctionne pas. Les raisons en sont multiples, les plus importantes sont :

- la complexité et la faible lisibilité des institutions.
- le fonctionnement des instances européennes est incompréhensible par les citoyens.
- l'absence de vrai pouvoir du Parlement travaillant sur des sujets d'apparence accessoire aux yeux des citoyens.
- l'absence de relations entre le citoyen électeur et les députés qu'il a élu.
- le système électoral des députés.
- l'absence de relais par les médias des aspects positifs des décisions prises.
- l'absence de communication entre toutes les parties prenantes et surtout en faveur des citoyens.

Il faut donc des mesures fortes et urgentes, à mettre en œuvre très rapidement, ce qui suppose un nouveau traité abrogeant celui de Lisbonne.

Et si nous ne voulons pas que le taux de participation aux toutes prochaines élections européennes pâtisse de ces observations, il nous faut donner – (re)-donner – envie aux citoyens européens de voter ; c'est pour cela que nous donnons ces pistes d'application immédiates, mais que nous formulons aussi d'autres propositions.

Malgré nos diversités culturelles, les progrès scientifiques et numériques des dernières années, qui facilitent de façon extraordinaire la communication, l'apprentissage, le libre échange des produits et la mobilité de personnes, malgré la volonté de nous tous pro-européens de créer une appartenance européenne, suivant les derniers sondages, 38% des citoyens, se projetant dans l'avenir, ne se sentent pas appartenir à une citoyenneté européenne.

C'est un véritable état des lieux de la citoyenneté européenne qu'il faut faire pour bien comprendre l'étendue des dégâts des dernières années et combien, peut-être, avons-nous déviés de notre désir de construire l'Europe pour privilégier la Paix ? Prenons quelques points :

- Le sentiment de non appartenance à l'Europe existait bien avant la crise mais il s'est encore renforcé avec la façon dont nous avons essayé de faire face à la crise.
- Avec la crise, les partis extrémistes ont trouvé de nouvelles justifications à leurs théories et sentiments anti-européens.
- Le manque de démocratie dans les décisions prises pour tous les européens et l'absence de toute communication explicative accroissent considérablement le fossé entre les décideurs politiques et les citoyens.
- Trop de partis dans différents pays réclament l'indépendance de leur partie de pays ou région (deux exemples que nous devons prendre en considération au cours de cette année c'est l'Ecosse et la Catalogne où deux référendums sont pratiquement

mis déjà en place) car ils se sentent en dehors des décisions prises et vivent mal le recul démocratique dans lequel nous vivons ; tout cela peut mettre en péril l'unité même de l'Europe. Il nous faut être proactifs et, à tout le moins, garantir ce qui est sorti de la crise.

- La corruption de certains dirigeants politiques, liés avec des lobbys et des agences de communication qui entretient ainsi un discours général très négatif sur les élites.
- De la défaillance des médias privés : traitement minimaliste ou alors sélectif, inégal des questions (focus répétitif sur les seuls points négatifs, manque de réflexion journalistique,..), corruption, le seul intérêt étant les chiffres de ventes.

Aujourd'hui, un demi-siècle après sa création, l'image et le ressenti des citoyens font que l'Europe est plutôt vécue comme un échec : pauvreté extrême dans les pays du sud, exclusion sociale d'un tiers de la population dans les pays les plus affectés, abolition des droits sociaux acquis pendant des décennies tant au niveau national que européen, perte de la souveraineté étatique, austérité économique, « cures » budgétaires imposées de façons absolument pas démocratiques, chômage atteignant des proportions intolérables, rejet de la politique et des politiciens par des citoyens qui se trouvent très déçus par la corruption de leur représentants, favorisant la naissance d'une nouvelle oligarchie financière.

Et pas d'espoir pour les jeunes générations, et pas plus de confiance en l'idée européenne au niveau de la génération active.

De plus, nous constatons tous les jours, dans tous les pays, que la crise –financière, économique et morale – couplée d'un eurosceptisme inquiétant, laissent place, une nouvelle fois dans l'Histoire, à l'émergence de populismes, d'extrémismes et de xénophobies, au déni même des régimes démocratiques. Et dans cette réalité affligeante, les jeunes générations, notamment, se trouvent les plus touchées par le chômage, le découragement et la peur de l'avenir, voire la peur de l'autre.

Et pour en venir au vif du sujet, premier défi démocratique, l'augmentation inquiétante dans tous les pays des extrêmes, tant de l'extrême droite que de l'extrême gauche, que de la disparition totale du centre ! C'est pourquoi il faut aujourd'hui, avant tout aller exercer son droit de vote pour notamment contrer l'émergence des partis extrémistes.

A travers l'exemple de ce qui s'est passé en Grèce, comme les événements récents notamment dans des pays du sud de l'Europe, les citoyens européens s'interrogent quant au fait que l'on peut accuser un peuple entier pour cacher la responsabilité de quelques dizaines de politiciens qui ont conduit un pays à une dette démesurée, quant au rôle « douteux » de la Troïka – en Grèce, au Portugal et en Irlande - (Banque Centrale Européenne, Fonds Monétaire International, Commission Européenne) qui sait vite transformer une dette privée en dette publique, obliger à la signature de mémorandum très contraignant, et qui fait sabrer dans tous les budgets éducation nationale, culture, santé et la prévoyance sociale, jeunes, retraités, etc.

En promouvant depuis des années, à coûts de slogans néo-libéralistes, le « moins d'état », et en garantissant des inégalités croissantes au profit d'une oligarchie financière, on a écarté grandement le citoyen européen de ce qu'il était en droit d'attendre de l'Europe.

C'est donc par des mesures courageuses, innovantes qu'il faut construire l'Europe des citoyens, ce qui diffère profondément de l'Europe économique et financière que nous connaissons.

### *La citoyenneté européenne à l'épreuve des faits*

La mise en oeuvre d'une citoyenneté européenne réelle et la construction d'une « Europe politique » s'avèrent ainsi intimement liées, tant par leur nécessité que par leur urgence. Le temps est à l'action.

En conséquence, cette étude propose des actions concrètes, pour avancer simultanément et rapidement vers nos objectifs.

Les dangers que nous affrontons sont énormes : extrémismes, risque que les citoyens s'abstiennent de voter par désintérêt, par peur, ou parce qu'ils se sentent trahis par leurs représentants, par d'innombrables affaires de corruption et divers scandales, etc. Tout cela est vrai, mais il est encore plus vrai – et c'est tout le paradoxe – que c'est en votant que les citoyens montrent la valeur du rôle du citoyen.

### Nos Propositions

- Consacrer immédiatement des fonds importants pour développer dans tous les Etats l'information sur les grands médias, internet et réseaux sociaux pour mettre en valeur le rôle important du Parlement dans la désignation des Présidents de l'exécutif
- Promouvoir une évolution des institutions européennes vers une augmentation du poids politique du Parlement et son autorité sur des domaines réservés, notamment sur la politique sociale,
- Lancer une réflexion sur la nécessité de partis politiques transnationaux pour gérer les problèmes politiques, sociaux, financiers et culturels dans l'espace européen
- Un nouveau traité avec un Conseil de l'Europe modifié représentant tous les citoyens. Il s'agit en effet de modifier le système d'élection des Députés et le fonctionnement du Parlement d'une part, de réviser les compétences des trois organismes majeurs (Commission, Parlement, Conseil), d'autre part, pour instaurer un véritable pouvoir exécutif fédéral. Cela suppose pour le plus urgent :
  - l'abandon du scrutin de listes pour l'élection des députés,
  - la création de circonscriptions électorales pour l'élection par scrutin uninominal de députés ayant un ancrage territorial (ce qui va entraîner une élection à 2 tours),
  - l'obligation pour le député de présenter devant les (ses) électeurs un bilan de fin de mandat,
- l'attribution de compétences plus importantes au Parlement, notamment en ce qui concerne la politique étrangère, la défense militaire, la sécurité publique, la défense économique, le droit du travail, la santé publique, les politiques migratoires, etc.
- l'instauration d'un vrai gouvernement doté de pouvoirs "régaliens" (politique étrangère, défense militaire, sécurité publique, défense économique, fiscalité) et de corps constitués (corps diplomatique, armée, police, finances publiques) avec un

président élu directement par les citoyens, celui-ci choisit ses ministres parmi les députés élus, le gouvernement est responsable devant le Parlement qui dispose d'un pouvoir de censure,

- mettre en avant le rôle primordial de « l'économie sociale et solidaire », c'est-à-dire les mutuelles, les coopératives, les associations et les fondations, qui occupent une place symbolique forte car ils constituent, en quelque sorte, des éclaireurs d'une autre économie de marché, plus responsable, plus équitable et donc plus humaniste.
- Interdire tout cumul des mandats, et limiter dans le temps leur durée.
- promouvoir la laïcité, c'est-à-dire l'attention au vivre ensemble ; le Conseil de l'Europe rappelle aux Etats membres la primauté de la séparation des églises et de l'Etat et des droits de l'homme. La laïcité est pour nous une valeur fondamentale qui doit être promue pour le bénéfice de tous les citoyens européens, c'est la seule qui puisse permettre d'établir un terreau de liberté de conscience où chaque citoyenne et chaque citoyen pourra trouver les garanties qui lui permettent de faire vivre sa propre sphère privée dans l'ensemble de l'entité collective nommée Europe.

## Conclusion

Cependant, la crise d'aujourd'hui n'est pas seulement économique. Elle est avant tout crise de nos valeurs institutionnelles et démocratiques, mais aussi crise de nos valeurs morales.

Ce rêve que fut l'Europe de bien des philosophes et de beaucoup d'intellectuels, de Dante, d'Erasmus, de Kant, de Victor Hugo, de Picasso, de Freud etc, est toujours une aspiration profonde pour l'autre moitié des européens qui se considèrent comme tels.

Avons-nous le droit, nous tous, chacun dans son rôle, associations, partis, institutions, de continuer à les décevoir ?

En proposant en fait « Plus d'Europe ! » , mais autrement, il faut urgemment revoir notre façon d'agir, de consommer et de financer, revoir notre conception de réfléchir et d'élargir l'Europe et tout faire pour que ce modèle soit plus solide et plus avisé, que notre innovation soit en faveur de tous les citoyens, surtout les plus vulnérables.

Il faut savoir partager les richesses et les dettes, certes promouvoir la mondialisation des marchés mais bannir la marchandisation du Monde, être plus solidaires, se fédérer, ou se confédérer, se transformer en une vraie puissance qui garantira la paix, le bonheur et l'avenir.

Car la paix est en péril, s'il n'y a pas ici et maintenant de croissance saine, d'emploi, d'éducation, de sécurité, d'espoir et de dignité humaine pour toutes et tous.

Presqu'à la veille des élections européennes, **l'Europe est un projet à revoir de fond en comble ! Mais en sommes-nous capables ?**

Que faire pour changer de régime ? Combattre l'individualisme ? Alain Touraine vient de sortir un livre «La fin des sociétés». C'est vrai qu'avec la mondialisation, on assiste à la fin des sociétés mais espérons non pas à la fin du social ! Car ce que nous vivons il y a quelques années n'était pas la mondialisation des marchés mais la marchandisation du Monde. Il ne

s'agit pas de retrouver une ancienne société disparue mais d'inventer une nouvelle société de solidarité. Ce n'est pas un repli sur soi, mais une nouvelle redécouverte de la culture, de la vie, de la politique et de l'économie.

Il faut appliquer l'utopie en huit R : Réévaluer, Re-conceptualiser, Restructurer, Relocaliser, Redistribuer, Réduire, Réutiliser, Recycler.

Nous sommes invités à faire un choix politique qui se situe entre « apologie » et « utopie » ! Notre ambition doit être de redonner sens au projet humaniste en transformant un concept d'humanisme en un processus dynamique et interactif d'humanisation réciproque.

En quelques mots nous vous proposons de relever le pari « d'humaniser la mondialisation », afin de préserver les libertés civiles, les acquis démocratiques de bien des combats d'hier. La méthode choisie consiste à partir des contradictions de la mondialisation pour dégager un triple objectif : résister à la déshumanisation de nos sociétés, responsabiliser les titulaires du pouvoir et anticiper sur les risques à venir.

Seule une gouvernance fédérale couplée avec un véritable assainissement financier mondial et un contrôle démocratique de toutes les instances permettra de sauver le seul régime politique dans lequel le peuple est souverain.

Et pour conclure nous citerons José de Sousa Saramago, écrivain et poète portugais engagé, qui concernant le système dit néolibéral a écrit : « l'alternative au néolibéralisme s'appelle Conscience » et nous osons rajouter à ses propos « Conscience Citoyenne » ...

Cette fois-ci « La nouvelle Marianne », qui se réveille, a besoin de tous les citoyens, de toutes les citoyennes, elle a besoin de chacun de nous pour préserver justement la paix, le bonheur et la dignité humaine.



## Bibliographie

- 1 Rapport COMALACE 2010, « Contribution à la Citoyenneté Européenne ».
- 2 Myriam Revault d'Allonnes, « Pourquoi n'aimons pas la démocratie ? », Éditions du Seuil, Paris 2010.
- 3 Pierre Rosanvallon, « La légitimité démocratique: impartialité, réflexivité, proximité », série « Les livres du nouveau monde, Editions du Seuil, Paris 2008.
- 4 EU, 2013, Année de la Citoyenneté Européenne.
- 5 Mireille Delmas-Marty « résister, responsabiliser, anticiper, ou comment humaniser la mondialisation ? », Seuil, janvier 2013.
- 6 Serge Latouche, « La croissance est morte dans les années 70 », 19 octobre 2013.
- 7 Le Point, « Excédents commerciaux : Bruxelles lance une procédure contre l'Allemagne », 13 novembre 2013.
- 8 Paul R. Willians and Roudhani Mansoor, “How the voters of Catalonia may change Europe”, 16 January 2014.